

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

Services électriques généraux

Base des Forces canadiennes Comox, NCSM *Quadra*, Seal Bay et site éloigné de la SFC Holberg, C.-B.

AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W6862-210102/A, datée du 2021/03/12, dont la date de clôture était le 2021/04/08, à 1400 HAP. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux offrants ou aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

Il n'y aura pas d'ouverture publique aux fins de la présente demande de soumissions. Voir l'IP07 pour de plus amples instructions.

CE BESOIN COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'instruction particulière IP10 "Exigences relatives à la sécurité industrielle" et la Condition Supplémentaire CS01 "Exigences en matière de sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents".

Voir les changements récemment effectués

Modification de l'IP05 **Présentation des offres** – Voir l'IP05 Présentation des offres à l'aide du service Connexion postel

PAIEMENT SANS DÉLAI DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Principes en matière de paiement sans délai

Services publics et Approvisionnement Canada est d'avis que ces trois principes devraient régir le versement des paiements faits au titre des contrats de construction :

- Rapidité : Le Ministère examinera et traitera les factures dans les meilleurs délais. En cas de différend, Services publics et Approvisionnement Canada paiera les éléments non contestés, tout en s'employant à résoudre la question du montant contesté de façon rapide et équitable
- Transparence : Le Ministère rendra publics les renseignements sur les paiements versés au titre des contrats de construction, comme les dates de versement des paiements, ainsi que le nom des entreprises, les numéros de contrat et de projet; de leur côté, les entrepreneurs devraient communiquer ces renseignements aux paliers inférieurs
- Responsabilité partagée : Les payeurs et les bénéficiaires sont tenus de respecter les conditions de leurs contrats, entre autres leurs obligations liées au versement et à la réception des paiements, ainsi que d'adopter les pratiques exemplaires de l'industrie

Pour plus de renseignements : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/divulgarion-disclosure/psdic-ppci-fra.html>

MISE À JOUR SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE DE TPSGC

En date du 1^{er} avril 2016, tous les contrats de Travaux publics et services gouvernementaux Canada (TPSGC) qui portent sur des projets de nouvelle construction et des rénovations importantes interdiront l'utilisation des matériaux de construction contenant de l'amiante. Pour de plus amples informations veuillez consulter ce lien <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/ami-asb/amiante-asbestos-fra.html>

MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la CS07 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

LISTE DES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS

Noter que « Liste des sous-traitants et fournisseurs » a été modifié. Voir IG05 des Instruction générales.

QUESTIONS SUR L'APPEL D'OFFRES :

À l'attention de : Donna Fung, Spécialiste de l'approvisionnement

Téléphone : (604) 671-9689

Courriel : donna.fung@tpsgc-pwgsc.gc.ca

TABLE DES MATIÈRES

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)	4
IG01 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – offre	4
IG02 (2014-06-26) L'offre	5
IG03 (2015-02-25) Identité ou capacité civile de l'offrant	5
IG04 (2015-02-25) Taxes applicables	5
IG05 Liste des sous-traitants/fournisseurs	5
IG06 (2014-03-01) Livraison des offres	6
IG07 (2014-06-26) Révision des offres	8
IG08 (2014-09-25) Rejet de l'offre	8
IG09 (2015-02-25) Coûts relatifs aux offres	9
IG10 (2020-05-28) Numéro d'entreprise – approvisionnement	9
IG11 (2013-04-25) Respect des lois applicables	9
IG12 (2010-01-11) Évaluation du rendement	10
IG13 (2012-07-16) Conflit d'intérêts / avantage indu	10
IG14 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre	10
INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)	11
IP01 Introduction	11
IP02 Documents de l'offre	11
IP03 Demandes de renseignements	11
IP04 Quantité	11
IP05 Obligation de TPSGC	12
IP06 Visite des lieux	12
IP07 Révision des offres	12
IP08 Période de validité des offres	12
IP09 Droit du Canada	12
IP10 Exigences relatives à la sécurité industrielle	13
CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)	16
POC01 GÉNÉRALITÉS	16
POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES	16
POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES	17
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)	18
CS01 Exigences relatives à la sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents	18
CS02 Conditions d'assurances	18
CS03 Retard et prolongation de délais	19
CS04 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)	19
APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX	20
APPENDICE 2 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ	27
APPENDICE 3 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX	28
APPENDICE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	32
APPENDICE 5 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION OU MÉTHODE DE SÉLECTION	34
ANNEXE A - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVE À LA SÉCURITÉ (LVERS)	40
ANNEXE B - ATTESTATION D'ASSURANCE	46
ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS	48
ANNEXE D - LISTE DES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS	49
ANNEXE E - EXEMPLE DE FORMULAIRE 2829	50

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)

IG01 (2016-04-04) Dispositions relatives à l'intégrité – offre

1. La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande d'offres ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande d'offre et en font partie intégrante. L'offrant doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).
2. En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un offrant ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande d'offre, l'offrant doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
 - b. avec son offre, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
4. Conformément au paragraphe 5, en présentant une offre en réponse à la présente demande, l'offrant atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#);
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
 - c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès de l'offrant ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec son offre une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
 - f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
5. Lorsqu'un offrant est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec son offre un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
6. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que l'offrant a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que l'offrant est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

IG02 (2014-06-26) L'offre

1. L'offre doit:
 - a. être présentée sur le Formulaire de proposition de prix obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire de proposition de prix obtenu par l'entremise du SEAOG;
 - b. doit être établie en fonction des documents de proposition énumérés aux Instructions particulières aux offrans;
 - c. doit être remplie correctement à tous égards ; et
 - d. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant et être accompagnée de tout autre document précisé ailleurs dans les documents d'offre où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6. de l'IG 08, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la proposition. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents de propositions.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes de propositions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de propositions ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses, au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement à l'offrant de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part de l'offrant à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

IG03 (2015-02-25) Identité ou capacité civile de l'offrant

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a. ce pouvoir de signature;
- b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG04 (2015-02-25) Taxes applicables

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1^{er} avril 2013.

IG05 Liste des sous-traitants/fournisseurs (Applicable lors de commandes subséquentes)

Le soumissionnaire devra soumettre les noms des sous-traitants/fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées. Voir l'annexe D. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la soumission.

IG06 (2014-03-01) Livraison des offres

1. Le Canada exige que chaque offre, à la date et à l'heure de la clôture de la demande d'offres à commandes ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par l'offrant ou par son représentant autorisé.
2. Il appartient à l'offrant :
 - a. De présenter une offre dûment remplie, selon le format demandé, au plus tard à la date et à l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes;
 - b. De consulter les directives de l'IG06.2.ii ci-dessous pour les offres transmises par Connexion postal;
 - c. De demander des précisions sur les exigences contenues dans la DOC, au besoin, avant de présenter son offre;
 - d. De veiller à ce que le nom de l'offrant, l'adresse de l'expéditeur, le numéro et la description de la demande d'offres à commandes, ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes soient clairement indiqués dans la présentation de l'offre;
 - e. De fournir une offre complète et suffisamment détaillée, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la présente DOC;
 - f. De faire parvenir son offre uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) indiqué ci-dessous, au plus tard à la date et l'heure indiquées à la page 1 de la demande d'offres à commandes, soit en livrant une copie papier ou en faisant une livraison électronique par Connexion postal de la façon suivante :

i. Transmission d'offres en format PAPIER

Pour la transmission d'une offre en format papier, envoyez l'offre à l'adresse suivante seulement :

Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver, Colombie Britannique V6Z 0B9

REMARQUE : *Compte tenu des incidences de la pandémie de COVID-19, et dans le but de favoriser l'éloignement physique, l'Unité de réception des soumissions à Vancouver demeurera ouverte, mais ses ressources en personnel et ses heures d'ouverture seront limitées: du lundi au vendredi de 10 h 30 à 14 h 30 (heure normale du pacifique).*

ii. Transmission d'offres en format ÉLECTRONIQUE au moyen du service Connexion postal

- a. Sauf indication contraire dans la demande d'offres à commandes, les offres peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes.
- b. L'unique adresse courriel servant à répondre à la demande d'offres à commandes au moyen du service Connexion postal est la suivante :

TPSGC.RPRceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres envoyées directement à l'adresse courriel susmentionnée seront rejetées. Cette adresse doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal comme il est indiqué à la clause c., ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

- c. Pour présenter une offre à l'aide du service Connexion postal, l'offrant doit :
 - i. Envoyer directement son offre uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC, à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal fournie par la Société canadienne des postes; ou

- ii. Envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande d'offres à commandes au Module de réception des soumissions désigné de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.
 - d. Si l'offrant envoie un courriel demandant le service Connexion postal au Module de réception des soumissions désigné dans la demande d'offres à commandes, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une alerte par courriel de la Société canadienne des postes invitant l'offrant à accéder et à répondre au message dans la conversation. L'offrant sera alors en mesure de transmettre son offre à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes.
 - e. Si l'offrant utilise sa propre licence pour envoyer son offre, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte pendant au moins trente (30) jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande d'offres à commandes.
 - f. Le numéro de la demande d'offres à commandes doit être indiqué dans le champ réservé aux messages de Connexion postal lors de toutes les transmissions électroniques.
 - g. Il est important de noter qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si l'offrant n'en a pas, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée dans la demande d'offres à commandes pour s'inscrire au service Connexion postal.
 - h. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postal, le Canada ne pourra être tenu responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. Réception d'une offre brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. Indisponibilité ou mauvais état du service Connexion postal;
 - iii. Incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et le matériel utilisé pour la réception;
 - iv. Retard dans la transmission ou la réception de l'offre;
 - v. Mauvaise identification de l'offre par l'offrant;
 - vi. Illisibilité de l'offre;
 - vii. Sécurité des données contenues dans l'offre;
 - viii. Incapacité de créer une conversation électronique à l'aide du service Connexion postal.
 - i. Le Module de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de l'offre au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par l'offrant à l'aide de sa propre licence ou par le Module de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de l'offre et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
 - j. Les offrants doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel du Module de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou qu'ils communiquent avec le Module de réception des soumissions, et ne doivent pas supposer que l'adresse courriel est exacte s'ils font un copier-coller dans le système Connexion postal.
 - k. Une offre transmise par le service Connexion postal constitue l'offre officielle de l'offrant.
- 3. Les volets technique et financier de l'offre doivent être présentés en sections distinctes, de la façon suivante :
 - a. L'offre doit être présentée selon une procédure en « deux sections », qui consiste à présenter une offre technique et une offre financière.
 - b. L'offre technique, y compris toute documentation connexe, doit être présentée dans une section distincte, et l'information suivante doit y être clairement indiquée :

- **Section I** : Offre technique
 - Numéro de la demande d'offres à commandes
 - Nom de l'offrant
- c. Le formulaire de proposition de prix et toute documentation connexe, l'offre financière, doivent être transmis dans une section distincte, et l'information suivante doit y être clairement indiquée :
- **Section II** : Offre financière
 - Numéro de la demande d'offres à commandes
 - Nom de l'offrant
4. L'offrant est le seul responsable de livrer les offres, dans les délais prescrits et en bonne et due forme, au bureau désigné pour la réception des offres. TPSGC n'assumera pas cette responsabilité, ni n'acceptera qu'elle lui soit attribuée. L'offrant est responsable de toutes les conséquences et de tous les risques liés à une livraison incorrecte des offres.
5. Les offres et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français ou en anglais.
6. Sauf indication contraire dans les Instructions particulières à l'intention des offrants :
- a. L'offre doit être présentée en dollars canadiens;
 - b. Le besoin ne prévoit pas d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute offre incluant une telle disposition sera jugée non recevable.

IG07 (2014-06-26) Révision des offres

1. Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre, Connexion postel ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des propositions au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des propositions. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
2. Une modification à une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement pourrait/pourraient être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

IG08 (2014-09-25) Rejet de l'offre

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune offre, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a. les privilèges permettant à l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à faire une offre pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - c. L'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la

- satisfaction du Canada à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans son offre;
- e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
 - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux de l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
 - ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.
3. Dans l'évaluation du rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2) (f)(ii) de l'IG08, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offrant;
 - b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c. la gestion générale des travaux de l'offrant et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
 - d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'offrant lors de l'exécution des travaux.
4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG08, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des offres proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
 - c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.
5. Dans les cas où une offre devrait être rejetée conformément aux alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG08, pour des motifs distincts de ceux exposés au sous-alinéa 2)(a) de l'IG08, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.
6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de l'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrants.

IG09 (2015-02-25) Coûts relatifs aux offres

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'offre. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

IG10 (2020-05-28) Numéro d'entreprise – approvisionnement

Les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. Les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs.

IG11 (2013-04-25) Respect des lois applicables

- 1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations

requis pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.

2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG11, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG11 donnera lieu au rejet de l'offre.

IG12 (2010-01-11) Évaluation du rendement

1. Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
2. Le formulaire [PWGSC-TPSGC 2913](#), SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

IG13 (2012-07-16) Conflit d'intérêts / avantage indu

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
 - a. L'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande d'offre; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts ou
 - b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande d'offre qui n'étaient pas à la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande d'offre (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. L'offrant demeure cependant assujéti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande d'offre. En déposant une offre, l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IG14 (2016-04-04) Code de conduite pour l'approvisionnement – offre

Selon le [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), les offres doivent répondre aux demandes d'offres de façon honnête, équitable et exhaustive, rendre compte avec exactitude de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans les demandes d'offres et les contrats subséquents, et présenter des offres et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations prévues au contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il se conforme au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#). Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que son offre sera déclarée non recevable.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

IP01 Introduction

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des offres pour des offres à commandes. Les offrans sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus deux (2) offres à commandes, chacune pour une durée de trois (3) années. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à 3 150 000,00\$ Taxes comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de 60 000,00\$ chacune (Taxes comprise). Les offrans doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera des commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers à l'offre à commande seront requis. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.

IP02 Documents de l'offre

1. Les documents suivants constituent les documents de l'offre:
 - a. Demande d'offre à commande - Page 1;
 - b. Instructions générales aux offrans – Services de construction;
 - c. Instructions particulières aux offrans;
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat subséquent;
 - e. Dessins et devis (si applicable);
 - f. Formulaire de proposition de prix et tout appendice s'y rattachant;
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une offre constitue une affirmation que l'offrant a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

IP03 Demandes de renseignements

1. Toutes demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à la demande d'offres à commande (DOC) Page 1 à l'adresse courriel donna.fung@tpsgc-pwgsc.gc.ca, toutes demandes de renseignements devraient être reçues au moins 5 jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrans, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

IP04 Quantité

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IP05 Obligation de TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute offre en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IP06 Visite des lieux

Il n'y aura pas de visite des lieux.

IP07 Révision des offres

Une offre peut être révisée par télécopie conformément «Instructions générales aux offrants – services de construction». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le 604-775-9381.

IP08 Période de validité des offres

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de clôture de l'invitation.
2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres à commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2 ci-haut est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion :
 - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b. annuler la demande d'offre à commande.
5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de IG08.

IP09 Droit du Canada

Le Canada se réserve le droit :

- a. de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
- b. de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
- c. d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
- d. d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
- e. d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
- f. si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et
- g. de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix.

IP10 Exigences relatives à la sécurité industrielle

1. À la date de clôture des offres, l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la CS01. Tout manquement à se conformer à cette exigence rendra l'offre irrecevable et aucune autre considération ne sera donnée à l'offre.
2. Les membres du personnel de l'offrant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité du contrat subséquent tel qu'indiqué à l'article CS01 des conditions supplémentaires. **Les membres du personnel ne détenant pas la cote de sécurité requise ne seront pas admis sur les lieux.** Il sera de la responsabilité de l'offrant retenu de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont rencontrées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenue responsable ou redevable de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité de l'offrant retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle](#)

IP11 Sites Web

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes

<https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf

Accord Commerciaux

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

IP12 Provincial Sales Tax Act (loi sur la taxe de vente provinciale) de la Colombie Britannique – Entrepreneurs immobiliers

Dans la province de la Colombie-Britannique, les entrepreneurs immobiliers qui ont conclu des contrats avec le gouvernement fédéral peuvent effectuer, aux fins des contrats immobiliers, des achats exempts de la taxe de vente provinciale en remettant à leurs fournisseurs un [certificat d'exemption pour les entrepreneurs \(FIN 491\)](#) dûment rempli et, s'il y a lieu, un [certificat d'exemption pour les sous-traitants \(FIN 493\)](#) dûment rempli.

Sur demande, le Canada fournira à l'entrepreneur général le formulaire d'exemption FIN 491 dûment signé ainsi que le formulaire FIN 493, s'il y a lieu.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le lien ci-dessous (en anglais seulement) :

<http://www2.gov.bc.ca/assets/gov/taxes/sales-taxes/publications/pst-501-real-property-contractors.pdf>

CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
 - a. Page « Demande d'offre à commande » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de proposition de prix et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-11-28);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2019-11-28);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2019-11-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2019-05-30);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2018-06-21);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2019-11-28);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1		R2950D	(2015-02-25);
Conditions supplémentaires			
 - e. Toute modification émise ou toute révision de l'offre recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'offrant avant l'acceptation de l'offre et
 - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (POC)

POC01 GÉNÉRALITÉS

1. L'offrant reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat à cet effet.
2. L'offrant propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité technique pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'offrant comprend et convient :
 - a. qu'une commande subséquente d'une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
 - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commande passée pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
 - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
 - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
 - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du JJ MM AAAA au JJ MM AAAA (3 ans à partir de la date d'attribution - à insérer au moment de l'attribution de l'offre).

Par les présentes, l'offrant reconnaît au Canada le droit irrévocable de se prévaloir de deux (2) options de renouvellement de DOUZE (12) MOIS CONSÉCUTIFS SUPPLÉMENTAIRES, selon les mêmes modalités et conditions que celles établies dans l'offre à commandes. Cette clause n'oblige toutefois aucunement le Canada à se prévaloir de ces deux (2) options. Le Canada pourra, à sa seule et entière discrétion, exercer l'une ou l'autre des options en faisant parvenir à l'entrepreneur un avis écrit au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat initial ou de toute prolongation de celui-ci.

POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

Chaque commande subséquente sera établie avec une limite maximale de dépenses de 60 000,00\$ (taxes applicables comprises). Le Canada fera le suivi des dépenses encourues au fur et à mesure afin de s'assurer de ne pas dépasser le pourcentage maximal qui peut être accordé à chacun des offrants retenus.

POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES

1. Les travaux seront commandés comme suit :
 - a. Le représentant du ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir. Pour chaque commande subséquente, les offrants seront considérés selon la méthode de répartition proportionnelle au classement des offrants.
 - b. Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, ce qui comprend les critères d'évaluation techniques et financiers. Le ratio sera de 40% pour la note pour le mérite technique et de 60% pour la note financière selon l'appendice 4 « Procédure d'évaluation et méthode de sélection » déterminerons les offrants retenus. L'offrant ayant le note plus élevé sera classe premier, l'offrant ayant le deuxième note le plus élevé sera classe deuxième et ainsi de suite.

Le pourcentage de répartition du volume de travail sera : 60% du travail confié à l'offrant classe premier, et 40% pour l'offrant classe deuxième. Dans l'éventualité où moins de 2 offrants sont retenus ou encore dans

l'éventualité où un offrant se retire suite à l'attribution des offres à commandes, le pourcentage de travail à répartir sera distribué au l'autre offrant.

- c. L'offrant qui aura obtenu le moins de travail par rapport à son pourcentage de répartition établi en relation avec les autres offrants sera retenu pour la commande suivante.
- d. Pour chaque commande subséquente le Canada transmettra à l'offrant un énoncé des travaux. L'offrant présentera une proposition au représentant du ministère conformément aux modalités établies dans l'offre à commandes. La proposition devra couvrir l'ensemble des travaux de l'énoncé des travaux et le prix inclura, sans s'y limiter, les coûts d'immobilisation, de sous-traitance, des matériaux, de la main d'œuvre, de l'outillage, des frais d'administration et de supervision ainsi que les coûts pour obtenir et maintenir en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.

2. L'offrant sera autorisé par écrit à exécuter les travaux par le représentant du ministère qui établira une commande subséquente à l'offre à commandes en utilisant le formulaire 2829. Voir ANNEXE E.

POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES

L'autorité contractante de l'offre à commandes est chargée de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

L'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Nom : Donna Fung
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Marchés immobiliers
Adresse : 219-800 rue Burrard, Vancouver, C.B., V6Z 0B9
Téléphone : 604-671-9689
Courriel : donna.fung@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le représentant du ministère représentant du Ministère représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Le représentant du ministère pour l'offre à commandes est : (à insérer au moment de l'attribution de l'offre)

Nom : _____

Titre : _____

Département : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

L'offrant retenu pour l'offre à commandes est : (à insérer au moment de l'attribution de l'offre)

Nom : _____

Titre : _____

Entreprise : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 Exigences relatives à la sécurité industrielle, lieu de sauvegarde des documents

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC No W6862-210102

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET, ou FIABILITE**, tel que requis, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe A;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

REMARQUE : Il y a des niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel associé avec ce dossier. Voir la pièce jointe au Guide de sécurité.

CS02 Conditions d'assurances

1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution et demeurer en vigueur pendant toute la durée de de l'offre à commande.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de son offre, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.

- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS03 Retard et prolongation de délais

Modification à R2860D CG6.5.4

Prendre note que la Condition générale 6.5.4 est remplacé par la suivante;

Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date où une négligence ou un retard survient, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.

CS04 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

APPENDICE 1 – FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Offre à commandes pour des services électriques généraux

Base des Forces canadiennes Comox, NCSM Quadra, Seal Bay et site éloigné de la SFC Holberg, Colombie-Britannique.

SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DE L'OFFRANT

Raison sociale:					
Nom Commercial (si applicable):					
Adresse:					
Téléphone:		Télécopieur:		NEA:	
Adresse courriel :					
Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité industrielle (si requis) :					

SA03 OFFRE

Remplir cet appendice 1 - Formulaire de proposition de prix et le soumettre **dans une enveloppe cachetée distincte**.

- Les articles indiqués dans le barème de prix unitaire comprennent notamment les salaires, le temps et les frais de déplacement, les indemnités, la supervision, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances, l'utilisation de tous les outils, l'équipement et autre, les coûts indirects, les profits et tous les autres engagements.
- Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures, auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie dans le barème de prix de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel non précisé comprend les frais généraux, les profits et toute autre dépense.
- Les prix indiqués dans le « Barème de prix unitaires – Tarifs » de la présente offre ne comprennent pas les montants liés à la taxe sur les produits et services (TPS) et à la taxe sur les services ou à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants adéquats de la TPS/TVH seront payés par le Canada à l'offrant, en plus des montants payés conformément au montant du contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.
- Les sommes versées par le Canada pour l'équipement spécial de l'offrant non couvert par le barème de prix et nécessaire sur le chantier ne doivent pas être supérieures au tarif de location local en vigueur pour un tel équipement, ou au tarif publié par l'association de construction locale pour un tel équipement, selon le plus bas prix.
- Établissement des prix**
Les taux horaires demandés dans l'offre et l'approbation de types de service précis doivent correspondre au coût total de réalisation des travaux, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 - la main-d'œuvre, y compris la supervision, les allocations et l'assurance responsabilité;
 - le temps de déplacement;
 - le transport et les dépenses d'automobile;
 - les outils et les équipements;
 - les coûts indirects et le profit;
 - tous les autres frais accessoires, autres que l'achat de matériaux et de pièces de rechange liés à la main-d'œuvre.

BARÈMES DE PRIX UNITAIRES – TAUX**A) Années 1 et 2**

Taux de rappel : Les taux de rappels fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Article	Taux de rappel ferme	TDE*	Nombre estimatif de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e Escadre Comox)	_____ minutes	4	_____ \$	_____ \$

TDE – Le temps de déplacement prévu (en minutes) ne doit compter que le temps d'aller simple à partir des installations du fournisseur au lieu de travail indiqué ci-dessus.

Les installations du fournisseur sont situées : _____

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Pendant les heures normales De 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
	i) Compagnon électricien qualifié	l'heure	3 000 heures	_____ \$	_____ \$
	ii) Apprenti électricien	l'heure	600 heures	_____ \$	_____ \$
3	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	En dehors des heures normales Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés				
	i) Compagnon électricien qualifié	l'heure	120 heures	_____ \$	_____ \$
	ii) Apprenti électricien	l'heure	120 heures	_____ \$	_____ \$
4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Taux fermes d'urgence En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande				
	i) Compagnon électricien qualifié	l'heure	24 heures	_____ \$	_____ \$
	ii) Apprenti électricien	l'heure	24 heures	_____ \$	_____ \$
5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à la délivrance du permis ou de l'attestation).	Pour chaque permis ou attestation	150 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Article		Dépenses ou unités estimées	Pourcentage de majoration	Dépenses estimées avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour des matériaux non précisés, des pièces de rechange ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (300 000 \$ + % de majoration =)	300 000,00 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (30 000 \$ + % de majoration =)	30 000,00 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (A) : Montant total estimatif pour les années 1 et 2, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

B) Année 3

Taux de rappel : Les taux de rappels fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Article	Taux de rappel ferme	TDE*	Nombre estimatif de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e Escadre Comox)	_____ minutes	2	_____ \$	_____ \$

***TDE – Le temps de déplacement prévu (en minutes) ne doit compter que le temps d'aller simple à partir des installations du fournisseur au lieu de travail indiqué ci-dessus.**

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Pendant les heures normales				
	De 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
	iii) Compagnon électricien qualifié	l'heure	1 500 heures	_____ \$	_____ \$
3	iv) Apprenti électricien	l'heure	300 heures	_____ \$	_____ \$
	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	En dehors des heures normales				
	Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés				
	iii) Compagnon électricien qualifié	l'heure	60 heures	_____ \$	_____ \$
	iv) Apprenti électricien	l'heure	60 heures	_____ \$	_____ \$

4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Taux fermes d'urgence En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande				
	iii) Compagnon électricien qualifié	l'heure	12 heures	_____ \$	_____ \$
	iv) Apprenti électricien	l'heure	12 heures	_____ \$	_____ \$
5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à la délivrance du permis ou de l'attestation).	Pour chaque permis ou attestation	75 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Article		Dépenses ou unités estimées	Pourcentage de majoration	Dépenses estimées avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour des matériaux non précisés, des pièces de rechange ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (300 000 \$ + % de majoration =)	150 000,00 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (30 000 \$ + % de majoration =)	15 000,00 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (B) : Montant total estimatif pour les années 1 et 2, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

C) Année d'option 1

Taux de rappel : Les taux de rappels fermes tout compris doivent être fondés uniquement sur les voyages aller-retour à partir des installations de l'entrepreneur aux lieux de travail précisés ci-dessous. Les pleins taux ne doivent être facturés qu'une seule fois par appel.

Article	Taux de rappel ferme	TDE*	Nombre estimatif de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e Escadre Comox)	_____ minutes	2	_____ \$	_____ \$

***TDE – Le temps de déplacement prévu (en minutes) ne doit compter que le temps d'aller simple à partir des installations du fournisseur au lieu de travail indiqué ci-dessus.**

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Pendant les heures normales De 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
	v) Compagnon électricien qualifié	l'heure	1 500 heures	_____ \$	_____ \$
	vi) Apprenti électricien	l'heure	300 heures	_____ \$	_____ \$
3	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	En dehors des heures normales Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés				
	v) Compagnon électricien qualifié	l'heure	60 heures	_____ \$	_____ \$
	vi) Apprenti électricien	l'heure	60 heures	_____ \$	_____ \$
4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Taux fermes d'urgence En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande				
	v) Compagnon électricien qualifié	l'heure	12 heures	_____ \$	_____ \$
	vi) Apprenti électricien	l'heure	12 heures	_____ \$	_____ \$
5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à la délivrance du permis ou de l'attestation).	Pour chaque permis ou attestation	75 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Article		Dépenses ou unités estimées	Pourcentage de majoration	Dépenses estimées avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour des matériaux non précisés, des pièces de rechange ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (300 000 \$ + % de majoration =)	150 000,00 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (30 000 \$ + % de majoration =)	15 000,00 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (C) : Montant total estimatif pour les années 1 et 2, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

D) Année d'option 2

Article	Taux de rappel ferme	TDE*	Nombre estimatif de voyages	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Détachement de Holberg (à environ 330 km au nord de la 19 ^e Escadre Comox)	_____ minutes	2	_____ \$	_____ \$

TDE – Le temps de déplacement prévu (en minutes) ne doit compter que le temps d'aller simple à partir des installations du fournisseur au lieu de travail indiqué ci-dessus.

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix total estimatif
2	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Pendant les heures normales De 7 h 30 à 15 h 30, du lundi au vendredi				
	vii) Compagnon électricien qualifié	l'heure	1 500 heures	_____ \$	_____ \$
	viii) Apprenti électricien	l'heure	300 heures	_____ \$	_____ \$
3	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	En dehors des heures normales Du lundi au dimanche, y compris toute la journée le samedi, le dimanche et les jours fériés				
	vii) Compagnon électricien qualifié	l'heure	60 heures	_____ \$	_____ \$
	viii) Apprenti électricien	l'heure	60 heures	_____ \$	_____ \$
4	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes.				
	Taux fermes d'urgence En tout temps selon la demande, sur place dans les quatre (4) heures de la réception de la commande				
	vii) Compagnon électricien qualifié	l'heure	12 heures	_____ \$	_____ \$
	viii) Apprenti électricien	l'heure	12 heures	_____ \$	_____ \$
5	Prix unitaire ferme pour chaque permis ou attestation requis pour les travaux (y compris les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'obtention et à la délivrance du permis ou de l'attestation).	Pour chaque permis ou attestation	75 permis ou attestations	_____ \$	_____ \$

Article		Dépenses ou unités estimées	Pourcentage de majoration	Dépenses estimées avec majoration
6	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour des matériaux non précisés, des pièces de rechange ainsi que des sous-traitants. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (300 000 \$ + % de majoration =)	150 000,00 \$	_____ %	_____ \$
7	Majoration de l'entrepreneur sur l'allocation pour la location d'équipement spécialisé. Comprend les coûts administratifs et les frais de déplacement liés à l'allocation. (30 000 \$ + % de majoration =)	15 000,00 \$	_____ %	_____ \$
Sous-total (D) : Montant total estimatif pour les années 1 et 2, TPS en sus (éléments 1 à 7)				_____ \$

PRIX TOTAL ÉVALUÉ:

A	B	C	D	E
Sous-total (A) Montants calculés totaux estimatifs pour les années 1 et 2 (TPS/TVH en sus)	Sous-total (B) Montants calculés totaux estimatifs pour l'année 3 (TPS/TVH en sus)	Sous-total (C) Montants calculés totaux estimatifs pour l'année d'option 1 (TPS/TVH en sus)	Sous-total (D) Montants calculés totaux estimatifs pour l'année d'option 2 (TPS/TVH en sus)	Prix total évalué (TPS/TVH en sus) [A + B + C + D]
_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES

L'offre ne peut être retirée pour une période de 90 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 SIGNATURE**Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'offrant (Tapés ou lettres moulées)****Signature****Date**

APPENDICE 3 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. GÉNÉRALITÉS

- a. Les services fournis en vertu du présent accord comprennent notamment l'affectation d'électriciens et de techniciens en électricité qualifiés et la fourniture de matériaux pour les travaux de construction électrique, l'inspection et l'entretien à la Base des Forces canadiennes Comox, sur le NCSM *Quadra*, à Seal Bay et au site éloigné de la SFC Holberg (60 km à l'ouest de Port Hardy, en C.-B.) où le commandant du détachement de Comox, Opérations immobilières (Pacifique), juge que des travaux doivent être réalisés selon les besoins. Les travaux comprennent entre autres l'installation, l'entretien et la réparation d'infrastructures électriques commerciales et industrielles, de systèmes d'éclairage, de réseaux de distribution souterrain et aérien, d'équipement électrique, de systèmes de comptage, de systèmes de génération, d'infrastructures à haute tension et de divers systèmes d'alarme.
- b. L'entrepreneur doit détenir une licence valide et de catégorie « A » en électricité pour représentant de la sécurité sur le terrain.
- c. L'entrepreneur doit s'assurer qu'un électricien qualifié possédant une qualification de compagnon Sceau rouge est présent sur le chantier en tout temps.
- d. L'entrepreneur doit s'assurer que chacune des personnes de métier possède l'ensemble des outils et du matériel nécessaires pour effectuer tout travail. Le commandant, détachement de Comox, Opérations immobilières (Pacifique), ou son représentant délégué, sera responsable de l'orientation technique.
- e. L'entrepreneur devra obtenir une habilitation de sécurité pour son entreprise et ses employés sélectionnés.

2. DÉFINITIONS

- a. Le responsable de projet est défini comme le commandant, détachement de Comox, Opérations immobilières (Pacifique), ou son représentant délégué.
- b. Une « journée de travail normale » dure de 7 h à 15 h 30 du lundi au vendredi, sans compter les jours fériés.

3. RENDEMENT AU TRAVAIL

Les services doivent être réalisés à la satisfaction du responsable de projet.

4. COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES

L'entrepreneur doit s'assurer que du personnel qualifié adéquat est disponible. Les travaux seront exigés sur demande et doivent être autorisés sur un formulaire de commande subséquente à une offre à commandes.

5. TRANSPORT

L'entrepreneur doit assurer le transport de ses employés en plus de leur fournir les outils et l'équipement nécessaires à la réalisation des travaux, conformément au présent accord.

6. RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

a. Qualité d'exécution et matériaux

L'entrepreneur doit remplacer à ses propres frais les matériaux défectueux et mal installés que le responsable de projet lui aura signalés. Tous les travaux visés par le présent accord doivent être exécutés par des gens de métier qualifiés. L'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux comme requis pour la somme qui a été initialement proposée. Les travaux ne sont pas considérés comme terminés jusqu'à ce que le responsable de projet ait inspecté et approuvé tous les travaux.

b. Instructions du fabricant

Il incombe à l'entrepreneur de suivre les instructions du fabricant relativement à l'application ou à l'installation d'un matériau ou d'un produit. Si ces instructions entrent en conflit avec la portée initiale des travaux, il doit communiquer avec le responsable de projet et attendre d'autres instructions avant de réaliser les travaux.

c. Déclaration de détériorations ou de dommages

Il faut signaler au responsable de projet les détériorations ou les dommages constatés pendant l'exécution des travaux visés par l'accord, qui ne sont pas inclus dans la portée des travaux.

d. Conditions météorologiques

L'entrepreneur doit s'assurer que les conditions météorologiques ne l'empêchent pas d'utiliser ou d'entreposer les matériaux.

e. Codes, normes et réglementation

Il incombe à l'entrepreneur d'observer tous les codes, toutes les normes et tous les règlements en vigueur régissant ou limitant la manière dont l'accord est exécuté. En cas de divergence entre les codes et les normes, la norme ou le code le plus rigoureux doit s'appliquer, à moins que le responsable de projet n'en décide autrement. Avant que les travaux commencent, il incombe à l'entrepreneur de signaler au responsable de projet tout écart par rapport aux codes, aux normes et aux règlements en vigueur qui pourraient être présents dans la portée du projet des travaux ou le devis.

f. Sécurité des chantiers

L'entrepreneur doit respecter les sections applicables de la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada sur les mesures de sécurité en construction et toutes les autres dispositions applicables des lois fédérales, provinciales et municipales sur la sécurité, pour prévenir les accidents ou les blessures sur le lieu de travail et aux alentours de celui-ci.

L'entrepreneur doit fournir un plan de sécurité écrit.

g. SIMDUT

- i. L'entrepreneur doit se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relatives à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses, ainsi qu'à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques acceptables par Travail Canada et Santé et Bien-être social Canada.
- ii. À la livraison des matériaux, remettre au responsable de projet des copies des fiches signalétiques du SIMDUT.

h. Protection

L'entrepreneur doit constamment protéger les personnes, les véhicules, l'équipement ou d'autres installations environnantes des activités du chantier à l'aide de toiles de protection, de barrières, de panneaux d'avertissement, d'éclairage ou d'autres moyens de protection que le responsable de projet juge nécessaires.

i. Réparations

Il incombe à l'entrepreneur de réparer à ses frais les dommages causés par son travail aux biens du MDN ou à des biens privés.

j. Cessation

Des matériaux défectueux, une exécution du travail de qualité insatisfaisante ou une dérogation non autorisée au cahier des charges peuvent entraîner la résiliation de l'accord.

k. Nettoyage

Toutes les zones de travail doivent être nettoyées et rangées à la fin de chaque journée de travail. Tous les restes de matériaux, les débris, les canettes vides, etc., doivent être retirés de la propriété du MDN. L'entrepreneur ne doit pas utiliser les bennes à ordures de la base. S'il est nécessaire à un moment ou à un autre d'éliminer des restes de matériaux dans un site d'enfouissement, le prix de déchargement courant doit être facturé et le reçu doit être joint à la facture. Les frais de déchargement ne seront remboursés que sur présentation de la facture. Les factures pour le déchargement de matériaux recyclables ne seront acceptées sous aucun prétexte.

l. Permis et licences

Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir, s'il y a lieu :

- i. les licences et permis provinciaux nécessaires;
- ii. les licences et permis du ministère de la Défense nationale;
- iii. les licences et permis de la base des Forces canadiennes. (Il faut des permis de la base pour travailler dans les zones exigües et pour les travaux à haute température.)

m. Inspections de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit achever ses travaux suffisamment à l'avance pour pouvoir en aviser le responsable de projet et pour pouvoir les faire inspecter et approuver avant la date d'achèvement.

n. Sécurité du chantier

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions raisonnables à l'égard du verrouillage des bâtiments vides et des sites sécurisés sous sa supervision. Les clés doivent être rendues immédiatement une fois les travaux terminés. Si les clés ne sont pas rendues, l'entrepreneur pourrait être tenu responsable des frais encourus pour le remplacement des serrures.

o. Sous-traitance

- i. La responsabilité de tous les sous-traitants incombe uniquement à l'entrepreneur général.
- ii. Tous les sous-traitants doivent être approuvés au préalable par le responsable de projet.
- iii. Tous les sous-traitants doivent être entièrement à jour dans les licences et les qualifications de leur métier respectif pour exécuter les travaux prescrits.
- iv. Tous les sous-traitants doivent détenir une habilitation de sécurité conformément au paragraphe 2.

p. Services

- i. Les services doivent être fournis au besoin et être disponibles dans un délai de cinq (5) jours civils, sauf en cas d'urgence.
- ii. L'entrepreneur doit répondre aux appels d'urgence dans un délai de deux (2) heures.

- iii. L'entrepreneur doit répondre à toutes les demandes d'inspection ou de réparation du responsable de projet ou du représentant autorisé du responsable de projet. Toutes les demandes de services seront confirmées par écrit sur le formulaire de commande subséquente à une offre à commandes.
- iv. Les personnes de métier affectées au présent accord doivent être entièrement qualifiées dans leur métier respectif, avec une expérience reconnue au niveau attesté de compagnon.
- v. Les apprentis doivent avoir prouvé leur expérience dans les métiers respectifs et travailler sous la supervision d'un compagnon qualifié.

6. FACTURES ET PAIEMENTS

a. Devis

- i. Un devis écrit doit être envoyé par courriel à l'inspecteur des contrats du responsable de projet sur demande, sans frais pour le MDN, et contenir (s'il y a lieu) tous les renseignements demandés à l'alinéa 7.b.ii.

b. Factures

- i. Toute facture présentée pour paiement doit inclure le numéro du formulaire de commande subséquente à une offre à commandes.
- ii. Les factures doivent être ventilées comme suit.
 - .1 Taux de rémunération et nombre d'heures de travail de chaque personne de métier
 - .2 Liste par article des matériaux utilisés, classés par coût, présente sur chaque facture envoyée pour paiement
 - .3 Total multiplié
 - .4 Taxe sur les produits et services (TPS) inscrite séparément
 - .5 Lorsque des sous-traitants sont engagés, joindre à la facture une copie de la facture de l'entrepreneur relative à la réquisition.
 - .6 Lorsqu'un rabais ou une majoration est applicable, l'inscrire séparément.
- iii. Les factures soumises aux fins de paiement dans le cadre du présent accord sur lesquelles il manque des renseignements seront retournées à l'entrepreneur, qui devra les corriger avant la certification en vue du paiement.

7. SERVICES TEMPORAIRES

À la discrétion du responsable de projet et s'il l'approuve, on fournira temporairement et gratuitement l'alimentation en électricité et en eau à partir des points d'alimentation existants.

8. MATÉRIAUX RÉCUPÉRÉS

Sauf indication contraire du responsable de projet, tous les matériaux récupérés ou les rebuts appartiendront à l'entrepreneur.

9. GARANTIE

L'entrepreneur doit garantir tous les matériaux et la qualité d'exécution des travaux pour une période d'un an après l'achèvement des travaux prévus dans l'accord.

APPENDICE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, ce qui comprend les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Les critères d'évaluation technique obligatoires et les critères d'évaluation technique cotés sont énoncés à l'appendice 5 – Critères Évaluation technique.

1.2 Évaluation financière

Les soumissionnaires seront évalués sur la base des renseignements fournis au terme de l'appendice 1 – Formulaire de proposition de prix, conformément à la procédure énoncée à l'appendice 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection.

1.3 Évaluation du prix de la soumission

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accises canadiennes.

2. Méthode de sélection

- 2.1 Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a) répondre à toutes les exigences énoncées dans la demande de soumissions;
 - b) satisfaire à tous les critères techniques obligatoires;
 - c) obtenir la note de passage minimale requise de soixante-dix (70 %) pour cent du total de points possible pour les critères d'évaluation techniques cotés;
 - d) soumettre les taux fermes et les quantités pour toutes les catégories du formulaire de proposition de prix;
 - e) avoir un prix ne dépassant pas 1,50 du prix moyen offert, sauf si il y a moins de trois propositions recevables. Si seulement deux propositions recevables sont reçues, l'offre la plus élevée ne doit pas être plus que 175 % du l'offre le plus bas.

Les soumissionnaires qui ne respectent pas les conditions a), b), c), d) ou e) seront déclarés non recevables.

- 2.2 Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : la note technique obtenue divisée par le nombre maximal de points possible, puis multipliée par le ratio de **40 %**. Les dossiers des soumissionnaires qui n'ont pas obtenu la note de passage ne seront pas pris en compte.

- 2.3 Afin de déterminer la note financière totale (NFT), chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué total le plus bas et multipliée par le ratio de **60 %**. Toutes les propositions de prix accusant un écart de plus de 50 % au-dessus du prix moyen seront rejetées d'emblée.

Quand il y a au moins trois propositions recevables, un prix moyen est établi en additionnant toutes les propositions de prix et en divisant la somme par le nombre de propositions de prix dépouillées. Ce calcul ne sera pas effectué si une ou deux propositions recevables sont reçues.

Le prix total évalué le plus bas issu de toutes les soumissions techniquement recevables totalisera 100 points pour la NFT.

La NFT des autres soumissions techniquement recevables sera calculée de la manière suivante :

NFT de la soumission = (plus bas prix total évalué issu de toutes les soumissions techniquement recevables) /

(prix total évalué de la soumission) x 100 points

3. Note combinée de la note pour le mérite technique et de la note financière totale

- 3.1 La sélection sera faite en fonction de la note combinée de la note pour le mérite technique et de la note financière totale. Le ratio sera de **40 %** pour la note pour le mérite technique et de **60 %** pour la note financière totale.
- 3.2 Pour chaque soumission recevable, la note pour le mérite technique et la note financière totale seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
- 3.3 Les deux soumissions recevables qui obtiendront les notes combinées les plus élevées pour le mérite technique et le prix seront recommandées pour l'attribution des offres à commandes.

Le tableau ci-dessous montre un exemple de trois soumissions reçues. Le choix de l'entrepreneur y est établi en fonction d'un rapport de 40/60 pour la note du mérite technique et la note financière, respectivement. Le nombre maximal de points pouvant être accordés est de 70, et le prix évalué le plus bas est de 100 \$.

	Soumissionnaire		
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale (NTG)	65/70	45/70	55/70
Prix total évalué	120	Non conforme sue le plan technique	100
Calculs			
Note pour le mérite technique (NMT)	$65/70 \times 40 = 37,14$		$55/70 \times 40 = 31,43$
Note financière totale	$100/120 \times 60 = 50$		$100/100 \times 60 = 60$
Note combinée	87,14		91,43
Classement global	2^e		1^{er}

APPENDICE 5 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION OU MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Exigences obligatoires

Toutes les exigences et tous les renseignements demandés sur le plan des qualifications sont obligatoires.

L'offrant doit fournir, dans le format demandé, une réponse à chacune des exigences ci-dessous.

Lorsque vous remplissez les formulaires relatifs à l'expérience en matière de projet, la largeur et la longueur de page ne doivent pas dépasser 8,5 po X 11 po. Les références doivent être le client du soumissionnaire (c.-à-d. l'entité ayant contracté les travaux) et n'être affiliées au soumissionnaire en aucune manière.

Les réponses doivent être écrites dans l'espace fourni sur le formulaire relatif à l'expérience en matière de projet (aucune modification autorisée).

Si une question est laissée sans réponse sur les formulaires relatifs à l'expérience en matière de projet, la proposition du soumissionnaire sera considérée comme non conforme et rejetée.

Le Canada se réserve le droit de vérifier si les renseignements fournis sont exacts et complets, et si les clients mentionnés en référence ont été satisfaits des services reçus. Advenant que les renseignements ne puissent pas être vérifiés ou que les services aient été jugés insatisfaisants, la proposition du soumissionnaire sera déclarée irrecevable et rejetée.

Remarque : Si des remplaçants ou des employés supplémentaires sont proposés après l'attribution du contrat, ils doivent satisfaire au niveau d'expérience défini pour la catégorie. Un curriculum vitae et un formulaire rempli relatif à l'expérience de projet pertinente de l'employé proposé seront examinés par le représentant ministériel et soumis à son approbation. Les curriculum vitae doivent clairement démontrer le nombre d'années d'expérience et la pertinence de l'expérience.

CRITERES D'EVALUATION OBLIGATOIRES	
1.	L'offrant doit fournir une licence valide et de catégorie « A » en électricité pour représentant de la sécurité sur le terrain. Une copie de l'attestation* doit être incluse avec le dossier de proposition.
2.	L'offrant <i>doit</i> fournir une preuve qu'un électricien qualifié possédant une qualification de compagnon qualifié Sceau rouge sera présent sur le chantier en tout temps. Une copie du certificat* doit être incluse avec le dossier de proposition.
3.	EXPÉRIENCE ANTÉRIEURE : L'offrant doit posséder une expérience de 5 années en services d'électricité, acquise au cours des 10 dernières années, pour des contrats d'importance et de portée similaires à ce qu'on trouve dans la demande de soumissions. L'importance et la portée similaires se définissent comme suit : <ul style="list-style-type: none">– un complexe servant aux mêmes fins ou de même type (p. ex. commercial, industriel, entrepôt, hangars, bureaux);– un complexe avec un nombre et une variété similaires de bâtiments et d'équipement. <i>Afin de démontrer cette expérience, l'offrant doit remplir et présenter le tableau du projet ci-dessous, en donnant en référence jusqu'à trois (3) projets/contrats. Les références peuvent être vérifiées.</i>
4.	TOUS les employés qui travaillent sur un chantier doivent avoir reçu une formation d'électricien respectant la norme CSA Z462-2015 sur la gestion des risques d'arcs et de décharges électriques (système de formation sur la sécurité en matière d'électricité ou ESTS). Une copie de l'attestation* doit être incluse avec le dossier de proposition.
5.	Tous les employés qui travaillent sur le site doivent avoir suivi une formation sur le SIMDUT. Une copie de l'attestation* doit être incluse avec le dossier de proposition.
6.	L'offrant <i>doit</i> fournir un plan de sécurité d'entreprise écrit* avec le dossier de proposition.
7.	L'offrant <i>doit</i> fournir un plan de protection et d'intervention environnementales d'entreprise écrit* avec le dossier de proposition.

*Si une de ces attestations n'est pas fournie avec la proposition, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la proposition sera déclarée non recevable.

Formulaire relatif à l'expérience en matière de projet

N° DU PROJET _____	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente	
Nom et titre de la personne-ressource du client servant de référence	
Numéro de téléphone et courriel de la personne-ressource du client pouvant confirmer l'expérience de l'offrant	
Adresse ou emplacement du projet	
Période d'exécution du projet ou du contrat (indiquer le mois et l'année)	De : mois _____ année _____ À : mois _____ année _____
Description du projet	

2. Exigences cotées

Chaque offre recevable sera évaluée en fonction des critères cotés énoncés ci-dessous. L'information doit être assez détaillée pour permettre une évaluation complète. La tâche des évaluateurs sera grandement simplifiée si chaque section présente les critères dont elle traitera.

Pour chaque critère coté, lorsqu'un nombre maximal de points est indiqué, les évaluateurs peuvent attribuer un nombre entier de zéro jusqu'au maximum indiqué. Les réponses des soumissionnaires seront évaluées en fonction des définitions et des exigences en matière de renseignements décrites dans les présents critères d'évaluation. Les soumissionnaires devraient s'assurer que toutes leurs réponses contiennent des renseignements détaillés sur les dates, les études et les titres de compétences, ainsi que sur l'expérience attestée en matière de projets. Des points seront accordés uniquement en fonction de l'information présentée de manière explicite dans la réponse du soumissionnaire.

Lorsqu'il décrit les projets faisant état de son expérience attestée, le soumissionnaire doit préciser ce qui suit :

- 1) la date d'achèvement du projet;
- 2) le nom du client et le nom d'une personne-ressource du client;
- 3) le numéro de téléphone ou l'adresse électronique de la personne-ressource du client;
- 4) la valeur des services fournis au client par le soumissionnaire (Remarque : La valeur des services comprend seulement les services fournis par le soumissionnaire, et non le budget global du projet).

Si un client a demandé à ce que son projet demeure confidentiel, l'offrant devrait le signaler. TPSGC peut communiquer avec les clients de projets confidentiels seulement pour confirmer certains détails relatifs aux projets attestant l'expérience des soumissionnaires qui s'avère pertinente dans le cadre de la présente demande de soumissions.

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	NOTE TECHNIQUE OBTENUE
<p>1. ORGANISATION GLOBALE</p> <p>Fournir un organigramme du personnel (jusqu'à deux points) pour cette exigence spécifique répondant à l'énoncé des travaux.</p> <p>Cela devrait permettre d'énumérer les rôles et les responsabilités :</p> <p>01. du superviseur de chantier (jusqu'à six points); 02. des employés individuels (jusqu'à quatre points); 03. du gestionnaire général du contrat (jusqu'à trois points).</p>	15	
<p>2. EXPÉRIENCE GLOBALE DE L'ORGANISATION</p> <p>01. Années d'expérience en installation ou entretien électrique de feux de piste ou dans un aéroport (jusqu'à cinq points) 02. Projets d'installation ou d'entretien d'appareillage de commutation ou de transformateurs à haute tension (jusqu'à six points)</p> <p><i>L'offrant doit démontrer l'expérience pertinente de l'organisation en donnant en référence jusqu'à trois (3) projets/contrats.</i></p> <p><i>Il est recommandé que l'offrant présente les projets en utilisant le format du tableau de réponse ci-dessous.</i></p>	11	
<p>3. ÉTUDES/FORMATION/ATTESTATIONS – Superviseur de chantier UNIQUEMENT</p> <p>Le soumissionnaire doit énumérer toutes ses études, formations et attestations pertinentes.</p> <p>Plus précisément :</p> <p>01. les attestations en services d'électricité d'un établissement reconnu (jusqu'à trois points); 02. les formations en santé et sécurité (jusqu'à cinq points); 03. les formations en premiers soins (jusqu'à deux points); 04. les autres études, formations et attestations connexes*** liées aux services d'électricité (jusqu'à cinq points).</p> <p>** Remarque : <i>Des points seront attribués pour les programmes de formation interne de l'entrepreneur qui couvre des sujets connexes. Des exemples pourraient inclure, entre autres, de la formation sur la prévention du harcèlement, la diversité en milieu de travail ou l'approvisionnement écologique, des cours de certification du fabricant, etc. Les entrepreneurs doivent être en mesure de fournir dans un délai de 48 heures des copies de leurs programmes/descriptions de formation interne ou la liste du matériel de formation (c.-à-d. livres, vidéos) comme documents à l'appui afin d'obtenir ces points.</i></p>	15	

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	NOMBRE MAXIMAL DE POINTS	NOTE TECHNIQUE OBTENUE
4. EXPÉRIENCE – <i>Superviseur de chantier UNIQUEMENT</i> Le soumissionnaire doit indiquer le nombre de ses années : 01. d'expérience globale dans les services d'électricité (jusqu'à 2 points par année pour un maximum de 10 points); 02. d'expérience en supervision de chantier (jusqu'à 3 points par année pour un maximum de 9 points).	19	
NOMBRE MAXIMAL DE POINTS POSSIBLE	70	
NOTE TECHNIQUE DE PASSAGE (dois être égale ou supérieure à 60 % du nombre maximal de points possible)	42	
NOTE TECHNIQUE GLOBALE OBTENUE		

Les soumissionnaires **doivent** obtenir la note de passage minimale pour chaque critère technique précisé ci-dessus. **Les dossiers des soumissionnaires qui n'ont pas obtenu la note de passage ne seront pas pris en compte.**

Tableau de l'expérience en matière de projet

N° DU PROJET _____	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente	
Nom et titre de la personne-ressource du client servant de référence	
Numéro de téléphone et courriel de la personne-ressource du client pouvant confirmer l'expérience de l'offrant	
Adresse ou emplacement du projet	
Période d'exécution du projet ou du contrat (indiquer le mois et l'année)	De : mois _____ année _____ À : mois _____ année _____
Description du projet	

APPENDICE 6 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

(page 1 de 2)

INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux offrants qui dépose une offre pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les offrants ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les offrants utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

Attestation volontaire

(A être volontairement retourner avec la proposition)
(page 2 de 2)

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe C « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom :	
Signature :	
Nom de la compagnie :	
Dénomination sociale :	
Numéro de la Demande d'offre à commande :	
Nombre d'employés de l'entreprise :	
Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat :	

Métiers spécialisés de ces apprentis :

ANNEXE A - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVE À LA SÉCURITÉ (LVERS)Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-210102

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)****LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)****PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE**

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Detachment Comox/ Real Property Operations (Pacific)	
DND			
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance N/A		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant N/A	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Standing Offer Agreement for the provision of qualified electrical, and other related construction, tradesmen and materials for electrical construction work, inspection and/or maintenance.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS

Canada

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-210102

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉCONFIDENTIAL
CONFIDENTIELSECRET
SECRETTOP SECRET
TRÈS SECRETTOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINTNATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIELNATO SECRET
NATO SECRETCOSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRETSITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux : See Security Guide for details.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

On DND premises, unscreened pers.
may only access public/reception zones

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-210102

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non☐ Yes
Oui**If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".****Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.**

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non☐ Yes
Oui**If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).****Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).**

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6862-210102

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASS**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION****13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
EE Aumont, Capt.	RP Ops Pacific (Comox) Reqt Off	AUMONT, EMILIE 251 <small>Digitally signed by AUMONT, EMILIE 251 Date: 2021.01.08 08:17:41 -08'00'</small>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
250-339-8211 6021		Emilie.Aumont@forces.gc.ca
		Date
		08-Jan-2020

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Sasa Medjovic	Senior security analyst	MEDJOVIC, SASHA 234 <small>Digitally signed by MEDJOVIC, SASHA 234 DN: cn=CA, o=CC, ou=COMO MONT, ou=Personnel, ou=11111111, cn=MEDJOVIC, SASHA 234 (Reason: I am the author of this document. Locate your signing location here Date: 2021.01.12 4:14:55-08'00' Root: PPKPSPKPKP Version: 10.1.0)</small>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
613-996-0286		sasa.medjovic@forces.gc.ca
		Date

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No
Non

☒ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
		 <small>Digitally signed by: 9fb778f1-7eaa-4940-9964-46f6b53e3f1 DN: cn = 9fb778f1-7eaa-4940-9964-46f6b53e3f1 Date: 2021.03.10 10:30:19 -08'00'</small>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
		Francis, Andree <small>Digitally signed by Francis, Andree Date: 2021.01.19 15:31:32 -05'00'</small>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) – Guide de sécurité supplémentaire

Partie A – Restrictions multiples relatives à la diffusion : Guide de sécurité							
<p>À remplir en supplément de la question 7.b) lorsque des restrictions relatives à la diffusion sont précisées. Veuillez indiquer à quel niveau d'information les restrictions relatives à la diffusion s'appliquent. Veuillez noter dans le tableau si un niveau d'information comprend des restrictions multiples, c'est-à-dire si une portion des renseignements SECRET porte la mise en garde RÉSERVÉ AUX CANADIENS et les autres portions portant la mention SECRET n'ont aucune restriction relative à la diffusion.</p>							
Renseignements canadiens							
Restriction sur la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion							
À ne pas diffuser							
Limité à :							
Résidents permanents inclus*							
Renseignements OTAN							
Restriction sur la citoyenneté	NATO NON CLASSIFIÉ		NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	
Tous les pays de l'OTAN							
Limité à :							
Résidents permanents inclus*							
Renseignements étrangers							
Restriction sur la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
Aucune restriction relative à la diffusion							
Limité à :							
Résidents permanents inclus*							
Renseignements COMSEC							
Restriction sur la citoyenneté	PROTÉGÉ			CLASSIFIÉ			
	A	B	C	CONFIDENTIEL	SECRET	TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)
À ne pas diffuser							
Limité à :							

*Lorsqu'une restriction relative à la diffusion est indiquée, veuillez préciser si les résidents permanents seront inclus.

**Partie B – Niveaux multiples de contrôle de la sécurité du personnel :
Guide de classification de la sécurité**

W6862-210102

À remplir en supplément de la question 10.a) lorsque des niveaux multiples de contrôle de la sécurité du personnel sont précisés. Veuillez indiquer quels niveaux de sécurité du personnel sont requis pour quelles portions du travail ou quels accès dans le contrat.

Niveau de sécurité du personnel (c.-à-d. fiabilité, secret)	Poste/description/tâche	Accès à des installations ou renseignements. Accès à quel niveau d'information.	Restriction sur la citoyenneté (le cas échéant)
Fiabilité	Assurer la fourniture, l'installation, l'inspection et l'entretien d'équipement de distribution électrique.	Zones opérationnelles	S. O.
Secret	Assurer la fourniture, l'installation, l'inspection et l'entretien d'équipement de distribution électrique.	Zones de sécurité	S. O.
Sans cote de sécurité	Assurer la fourniture, l'installation, l'inspection et l'entretien d'équipement de distribution électrique.	Zones de réception Zones publiques	S. O.

**Partie C – Mesures de protection/technologie de l'information (TI) – 11d =
oui****AUTRES INSTRUCTIONS DE SÉCURITÉ**

Personnel d'escorte toujours requis dans les aérodomes en activité pour des raisons de sécurité.

Personnel d'escorte toujours requis dans certaines zones de sécurité comme le QRA malgré une cote de sécurité de niveau secret.

Personnel d'escorte non requis dans les zones opérationnelles et sécurité avec les autorisations de sécurité appropriées.

Personnel d'escorte non requis en dehors des zones opérationnelles.

ANNEXE B - ATTESTATION D'ASSURANCE

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de proposition)

Travaux publics et
Services gouvernementaux
CanadaPublic Works and
Government Services
Canada**ATTESTATION D'ASSURANCE****Page 1 de 2**

Description et emplacement des travaux Offre à commandes pour des services électriques généraux Base des Forces canadiennes Comox, NCSM <i>Quadra</i> , Seal Bay et site éloigné de la SFC Holberg, Colombie-Britannique.	N° de contrat.
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
--	-------------------	-------	----------	-------------

Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
--------------------------------	-------------------	-------	----------	-------------

Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
--

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
Responsabilité complémentaire/ excédentaire.				\$	\$	\$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

--

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

--

Numéro de téléphone

--

Signature

Date J / M / A

ATTESTATION D'ASSURANCE
Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

ANNEXE C - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de l'offre)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

ANNEXE D - LISTE DES SOUS-TRAITANTS/FOURNISSEURS

(Peut-être demandé lors de commandes subséquente)

(N'est pas requise lors du dépôt de proposition. Peut-être demandé lors de commandes subséquente)

A remettre à la demande du gestionnaire de projet lors de commandes subséquente.

Les soumissionnaires doivent fournir les noms des sous-traitants/fournisseurs pour les travaux des divisions énumérées au tableau ci-dessous. Si les « propres forces » de l'entrepreneur général sont planifié d'être utilisé pour accomplir certains des travaux de division(s) il faut aussi l'indiquer.

	Sous-traitants/fournisseurs	Division
1		
2		
3		
4		

ANNEXE E - EXEMPLE DE FORMULAIRE 2829



Public Works and
Government Services
Canada

Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

CALL-UP AGAINST A STANDING OFFER COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE PERMANENTE

In accordance with STANDING OFFER NO.		Conformément à l'OFFRE PERMANENTE N°	Call-up no. - N° de commande
Dated and the terms and conditions therein, you are requested to carry out the work described below.		en date du et les modalités qui y sont énumérées, vous êtes prié d'exécuter les travaux décrits ci-après.	
Contractor's name and address - Nom et adresse de l'entrepreneur		Send invoice to - Expédier la facture à	
Project no. - N° du projet	Note: Quote standing offer number, project number and call-up number on your invoice. Inscrire le numéro de l'offre permanente, le numéro du projet et le numéro de commande sur la facture.		
Location of work - Endroit des travaux		Call-up cost, GST extra - Coût de la commande, TPS en plus	
<div style="border: 2px solid red; padding: 10px; display: inline-block;">SAMPLE ONLY ÉCHANTILLON SEULEMENT</div>			
Certified pursuant to subsection 32 (1) of the Financial Administration Act Certifié en vertu du paragraphe 32 (1) de la Loi sur la gestion des finances publiques			
_____ Signature		_____ Date	
Departmental Representative - Représentant du ministère			
_____ Signature		_____ Date	

PWGSC-TPSGC 2829 (03/2006)